

L'interpellation plébéienne en Amérique latine. Violence, actions directes et virage à gauche, sous la dir. d'André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel, Québec, Karthala - Presses de l'Université du Québec, 2012, 336 p.

Nora Nagels

Volume 32, numéro 3, 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022595ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022595ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nagels, N. (2013). Compte rendu de [*L'interpellation plébéienne en Amérique latine. Violence, actions directes et virage à gauche*, sous la dir. d'André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel, Québec, Karthala - Presses de l'Université du Québec, 2012, 336 p.] *Politique et Sociétés*, 32(3), 186–189.
<https://doi.org/10.7202/1022595ar>

et employés, citoyens et institutions) qui sape le bien-être des citoyens tout en étant économiquement préjudiciable.

La Fabrique de la défiance pose la question de savoir quelle valeur normative attribuer à la réduction de la défiance ou à l'accroissement de la confiance, car défiance et confiance ne possèdent pas de valeur intrinsèque. Ces notions n'ont de valeur qu'en ce qu'elles permettent. De manière indirecte, les auteurs discutent des raisons pour lesquelles nos institutions doivent se soucier de la défiance, c'est-à-dire favoriser la confiance mutuelle et institutionnelle.

Le point est central puisqu'il revient à octroyer à la confiance (ou à une diminution de la défiance) une valeur instrumentale. Par conséquent, il est essentiel que les travaux sur la confiance fournissent les raisons pour lesquelles la confiance (ou l'absence de défiance) est un bien social. Deux pistes de réflexion se côtoient dans ce livre. D'une part, il est possible de situer la valeur de la confiance dans le soutien qu'elle apporte à la coopération sociale. Dit autrement, la confiance répond à la question suivante: comment garantir que les individus s'acquittent de leurs tâches et responsabilités au sein de la société conçue comme un système de coopération? D'autre part, il est possible de situer cette valeur dans son impact sur le bien-être. En cela, elle constitue une réponse à la question: comment garantir que les individus évoluent dans un contexte favorable à leur épanouissement?

Garder cela à l'esprit permet de ne pas fétichiser la confiance (ou la réduction de la défiance) et d'éviter de considérer que l'une (ou l'autre) constitue une fin en soi. La valeur de la confiance est en grande partie instrumentale: elle facilite la coopération ou accroît le bien-être. Sa valeur dépend des conséquences positives qu'elle produit. L'implication est que certaines politiques qui visent à améliorer la confiance pourraient ne pas être justifiées si elles entraient en conflit avec un principe supérieur (l'égalité par exemple).

Au-delà des réflexions sur la confiance et les controverses qu'elle nourrit, *La Fabrique de la défiance* soulève la question du carac-

tère hiérarchique de la société française, car il serait réducteur de ne voir dans ce livre qu'une simple discussion *in abstracto* de la dynamique défiance/confiance. Les auteurs proposent un débat de fond sur les institutions françaises (prises au sens large, c'est-à-dire en comprenant institutions politiques, syndicats, entreprises et école).

La fécondité du propos réside dans la mise en exergue de l'importance du statut (faisant écho à la littérature sur les déterminants sociaux de la santé). Après avoir souligné le rôle que le statut joue dans le malaise français, se pose naturellement la question de sa régulation. De ce point de vue, l'ouvrage est toutefois insatisfaisant puisque ses implications politiques ne sont pas pleinement discutées. Les auteurs évoquent en conclusion des pistes de réforme pour le système éducatif ainsi que des interventions plus structurelles, mais sans les détailler.

Quoi qu'il en soit, au travers du tableau d'une société française souffrant de rigidités dans son dialogue social, d'un élitisme flagrant ainsi que d'un certain clientélisme, *La Fabrique de la défiance* dresse un constat sans concessions tout en demandant: que faisons-nous maintenant? Son mérite réside dans le fait de poser la question sans ambages. Il reste à espérer que cela annonce un débat de fond sur la qualité du lien social en France et, de manière plus globale, sur ce que les citoyens sont en droit d'attendre de leurs institutions à cet égard.

Xavier Landes

Centre for Advanced Migration Studies,
Université de Copenhague
xavier.landés@gmail.com

L'interpellation plébéienne en Amérique latine. Violence, actions directes et virage à gauche, sous la dir. d'André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel, Québec, Karthala - Presses de l'Université du Québec, 2012, 336 p.

L'ouvrage collectif, dirigé par André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel, se concentre sur les actions directes spon-

tanées, menées dans différents pays d'Amérique latine, comme expression, non pas de mouvements sociaux ou d'identité de classe ou ethnique, mais de la plèbe. Du concept d'expérience plébéenne de Martin Breugh (*L'expérience plébéenne. Une histoire discontinuée de la liberté politique*, Paris, Payot, 2007), les auteurs développent celui « d'interpellation plébéenne » pour saisir la « brèche » produite par de telles actions. Comme le souligne Corten dans l'introduction, étudier ces actions en elles-mêmes et pour elles-mêmes et non pas déduites des structures sociales, économiques, politiques ou culturelles différencie cet ouvrage des auteurs latino-américanistes qui se sont penchés sur la question.

Les auteurs de l'interpellation plébéenne se distancient donc des interprétations des soulèvements populaires latino-américains en termes de mouvements sociaux qui y voient des expressions immatures politiquement car non articulées à des revendications précises. À l'inverse, les auteurs du présent ouvrage soulignent le caractère éminemment politique de telles actions. De fait, Huart met en exergue le caractère politique de la plèbe comme subjectivation politique instantanée qui, « en se nommant hors de l'ordre, [...] montre le caractère mensonger de sa "totalité" » (p. 65). La plèbe fait sécession de l'ordre institué dans un espace où elle se pose comme autonome et souveraine.

D'où le premier apport de cet ouvrage : l'étude des actions directes non pas, comme le souligne Huart, selon les catégories socio-politiques usuelles telles que des émeutes, des soulèvements ou des manifestations (p. 186 et 295), mais selon son caractère profondément politique. Le politique est au cœur des débats. Au fil des pages, les auteurs construisent une analyse minutieuse de la politique au quotidien exprimant toute sa complexité. L'expression féministe « tout est politique » est revigorée. Par exemple, Benoit Décary-Secours et Tania Faustino da Costa montrent au sujet du Mouvement des sans-terre au Brésil que « le simple fait d'occuper [une terre] bouscule les catégories de rangements instituées qui déterminent une certaine réalité sociale, celle posant qu'une

terre dont on n'est pas propriétaire ne peut nous appartenir ». L'occupation quotidienne interpelle, c'est-à-dire coupe la parole « à ceux qui commandent » (p. 164).

Tel est également la pertinence de l'article de Natasha Prévost qui voit dans le mouvement *hip hop* brésilien une action directe parce qu'il développe des « actions d'affirmations identitaires [qui prennent] appui sur l'expérience de l'exclusion sociale » (p. 168) et qu'il déconstruit la culture de « la norme dominante blanche, hétérosexuelle, mâle, etc. [...] en inventant un nouveau langage, en créant des référents historiques autres, correspondant à son devenir minorité » (p. 182). Enfin, Martin Hubert, au sujet du Chiapas, parle d'un virage à gauche au quotidien lié à des actions directes telles que la construction de logements ou d'écoles sur des terrains envahis. Ce sont autant « d'affirmation d'une souveraineté, comprise comme la défense d'un territoire face à des forces dominantes » (p. 212). L'intérêt de cette contribution réside dans la mise au jour de la politique au quotidien à partir d'une méthodologie ethnographique.

Le deuxième apport de cet ouvrage est méthodologique. L'analyse de la plèbe par elle-même et pour elle-même est réalisée à partir d'une méthodologie d'analyse de discours permettant de dégager le sens que les protagonistes « anonymes » confèrent à leurs actions. Par une méthodologie d'analyse de discours pointilleuse, ce manuscrit donne ou plutôt rend la voix aux « sans voix » de l'histoire. Il suit les principes méthodologiques de la sociologie critique et, entre autres, féministe, selon laquelle ce n'est que du point de vue des dominés que leur condition peut être conçue comme oppression, étant donné que la conceptualisation de celle-ci ne peut provenir que de la place de l'opprimé.

De fait, la grande qualité de cet ouvrage est que le « parler ordinaire » des hommes et des femmes de quartiers paupérisés et de communautés indigènes en constitue la boussole. Les protagonistes anonymes des luttes politiques sont alors mis au devant de la scène. Cet atout méthodologique est illustré par l'article de José Antonio Gimé-

nez Micó qui estime que, davantage que la véracité, l'intérêt de l'analyse des discours se trouve dans ce qui se dit et comment cela se dit. Sa subtile analyse du vocabulaire mobilisé, tel le terme « frère », par les différents groupes amazoniens, saisit la construction d'un « nous » composé des natifs et des colons de l'Amazonie. Cette contribution étaye l'affirmation de Pierre Bourdieu (*Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982; et « Comprendre », dans Pierre Bourdieu, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 903-939) selon laquelle « dire c'est faire ». Faire entendre sa voix sur la place publique, alors même que son existence est niée, est primordial. La formule « je m'exprime donc je suis » permet de cerner l'idée qu'un « sujet politique est d'abord et avant tout un sujet de l'énonciation » (p. 233).

Un autre exemple de la grande qualité méthodologique de l'ouvrage se trouve dans le dernier chapitre, de David Longtin. À partir d'une analyse quantitative et qualitative du lexique employé, les points communs et les spécificités de quelques actions directes traitées par d'autres auteurs dans l'ouvrage sont dégagés. Longtin montre comment l'analyse lexicométrique permet de construire des champs lexicaux à partir du vocabulaire mobilisé. Les étapes de l'analyse de discours et ses multiples possibilités sont très précisément commentées. L'analyse fine et étayée des mots utilisés est un guide précieux pour tout chercheur qui s'attèle à l'analyse de discours.

Enfin, le seul article qui fait défaut aux grandes qualités méthodologiques de l'ouvrage est celui sur la Bolivie de Pierre Beaucage, Manuel de la Fuente et Jesus Carballo. Son principal problème tient à un biais de genre. Si à Cochabamba la classe semble déterminer les opinions et qu'à Santa Cruz il s'agit davantage d'éléments liés à la migration, la séparation des discours selon le sexe des locuteurs semble peu pertinente. De plus, un biais de genre apparaît dans la présentation des interviewés : seules les femmes sont appréhendées selon leur filiation paternelle et maritale. Or, il ne semble pas que telles filiations constituent des variables explicatives clés des représentations

des actions directes et de la violence qui y a cours.

Troisièmement, cet ouvrage apporte un regard neuf sur le phénomène politique du populisme, véritable kaléidoscope dont l'Amérique latine constitue la terre d'élection. Différents auteurs mettent l'accent sur la distinction et l'opposition entre le peuple et la plèbe. Le premier appartient à l'ordre institué alors que la deuxième y fait sécession. La notion de plèbe et d'interpellation plébéienne semble alors compléter l'un des éléments propres au phénomène politique du populisme : la dichotomisation de la communauté politique qui sape l'institutionnalisation des conflits sociaux.

De fait, quelques spécialistes du populisme en Amérique latine, notamment Ernesto Laclau (*La raison populiste*, Paris, Seuil, 2005), Carlos De la Torre (« The Resurgence of Radical Populism in Latin America », *Constellations*, 2007, vol. 14, p. 384-397), Guy Hermet (*Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2001) et Alain Touraine (*La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1988) s'accordent à considérer l'occultation des conflits sociaux au nom de l'unité et de l'homogénéité du peuple comme l'une des principales caractéristiques de ce phénomène politique. Selon eux, le populisme tend à polariser l'espace politique en deux ensembles dichotomiques et exclusifs : le peuple contre ses ennemis. Considérant ses opposants comme des ennemis et non des adversaires politiques, la confrontation est privilégiée à la négociation et au consensus. Le populisme se fonde alors sur un processus d'inclusion et d'exclusion des acteurs sociaux, conduisant certains à être reconnus comme protagonistes de demandes légitimes auprès de l'État, et d'autres non.

Dans *L'interpellation plébéienne en Amérique latine*, les ennemis du peuple sont conceptualisés par la notion de plèbe qui permet, depuis un autre angle que celui du populisme, d'appréhender la logique propre aux conflits sociaux latino-américains contemporains, qu'ils aient lieu ou non dans un pays du virage à gauche. Ricardo Peña-fiel le souligne au regard du chavisme au

Venezuela. La délégitimation des actions plébésiennes par Hugo Chavez est identique à celle entreprise par Alan García au Pérou et son discours du *perro del hortelano* (syntagme faisant référence à un vieux dicton espagnol selon lequel le chien du petit propriétaire terrien ne mange pas et ne permet aux autres de manger) (p. 231), alors que ces deux régimes se trouvent aux antipodes du spectre partisan. Par conséquent, selon Peñafiel, la violence de la plèbe au Venezuela dévoile le caractère inégalitaire du régime de Chavez et la marginalisation entière d'un pan de la société.

La distinction entre la plèbe et le peuple nous amène au dernier apport de cet ouvrage : la prise en compte des rapports de pouvoir structurant la « société civile ». La mise en perspective, notamment par Huart et Peñafiel, du caractère intractable de la plèbe, et par voie de conséquence de la « trahison » de ses tribuns, éclaire les tensions propres aux relations entre représentés et représentants. Huart dans son analyse des batailles de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) au Mexique met en exergue l'impossible représentation de la plèbe ainsi que la trahison des chefs qui lui est concomitante. Ce chapitre a la qualité de problématiser les relations en jeu dans les collectifs citoyens, trop souvent présentés comme « naturellement » démocratiques et solidaires. Elle enrichit alors les études qui estiment que, contrairement à ce que la littérature sur le « capital social » suggère, le rassemblement des dominés dans la lutte n'entraîne pas automatiquement l'adoption de valeurs démocratiques (Stéphanie Rousseau, *Women's Citizenship in Peru*, New York, Palgrave, 2009; Martin Takana et Carolina Trivelli, « Las trampas de la focalización y la participación. Pobreza y políticas sociales en el Perú durante la década de Fujimori », *Documento de trabajo. IEP*, 2002, vol. 121, p. 1-38; ou encore Camille Goirand, *La politique de favelas*, Paris, Karthala-Centre de recherche fondamentale en sciences sociales de l'international, 2000).

Les chapitres qui traitent de la trahison des tribuns de la plèbe complètent alors les ouvrages sur les biais de la citoyenneté

latino-américaine où les dirigeants sociaux s'approchent plus de la figure d'intermédiaires que de celle de représentants politiques, intermédiaires qui se meuvent sur l'espace politique au nom d'intérêts personnels plus que pour y exprimer une opinion sur la gestion de la cité. D'où, peut-être, de nouvelles recherches fructueuses qui (re)lieraient le concept de plèbe et d'interpellation plébésienne avec celui de citoyenneté en Amérique latine, comme lieu de la nouvelle Rome.

Nora Nagels

*Chaire de recherche du Canada
en citoyenneté et en gouvernance (CCG),
Université de Montréal
nla.nagels@umontreal.ca*

La juridicisation du politique, sous la dir. de Jacques Commaille, Laurence Dumoulin et Cécile Robert, préface de Dominique Schnapper, Paris, LGDJ, coll. « Droit et Société », 2010, 230 p.

Paru initialement en 2000, alors que la scène politique française se trouve confrontée à une mise en tension par des événements marquants tels que le débat sur la parité, l'affaire du voile ou l'adoption du PaCS (Pacte civil de solidarité), ce livre collectif est réédité une décennie plus tard, au moment où le politique mondialisé vacille sous les coups d'une économie financière particulièrement offensive et puissante. Plaidoyer pour une politisation des questions que pose l'usage du droit dans la « régulation des rapports sociaux », cet ouvrage constitue une véritable boîte à outils de la recherche qui vise à élucider les effets sociaux et politiques du droit en tant que « fait normatif ».

L'introduction de Laurence Dumoulin est à ce propos particulièrement éclairante puisqu'elle propose une entrée épistémologique en la matière, soulignant à la fois le « mouvement de juridicisation du social et du politique [...] qui s'accompagne d'un mouvement de judiciarisation » (p. 9). C'est-à-dire le fait qu'un certain nombre « de problèmes sociaux sont traités par l'institution judiciaire » (p. 10) et que le droit devient ainsi un facteur définissant les frontières